# COMPTE-RENDU

## *19e Forum du Futuroscope : Les Etats-Unis, peut-on encore compter sur eux ?*

*Par Philippe COSTE, Ancien Ambassadeur*

- ***Le vendredi 30 août 2024, la FPI a organisé le 19e Forum du Futuroscope qui s'est tenu au Palais des congrès de Poitiers.***
- ***Cette nouvelle édition était consacrée aux Etats-Unis avant les élections présidentielles de novembre, à l'issue pour le moins incertaine.***
- ***Le conseil départemental de la Vienne a apporté son soutien à cet évènement, organisé en partenariat avec le magazine L'Express.***

---

Les élections américaines représentent traditionnellement un enjeu majeur pour le monde entier. Mais cette année, le scrutin qui aura lieu le 4 novembre prochain représente sans doute un enjeu encore plus décisif que d'habitude tant sont importants les défis auxquels notre planète doit faire face et tant sont contrastés le profil et l'attitude des deux candidats en présence. Aussi bien, les rebondissements qui ont animé le déroulement de la campagne électorale tout au long de ces derniers mois n'ont pas manqué de soumettre les observateurs à l'épreuve d'une succession d'émotions fortes. **A l'heure de l'agression russe en Ukraine, les Européens en particulier, accourus en masse sous le parapluie de l'OTAN ressuscité, s'interrogent sur la valeur de la garantie américaine : peut-on encore compter sur les Etats-Unis ?**

Bien que cet aspect de la question soit évidemment essentiel, **la Fondation Prospective & Innovation a souhaité l'inscrire dans un cadre encore plus large à l'occasion de la dix-neuvième édition de son Forum du Futuroscope 2024**. Au-delà de la protection de l'Europe, c'est le monde entier en effet qui a des raisons de s'inquiéter de l'avenir des Etats-Unis, et de leur avenir globalement entendu. Cette inquiétude concerne d'abord l'avenir de la société américaine, de plus en plus mélangée, de plus en plus inégalitaire, où l'angoisse du déclassement des petits Blancs nourrit un populisme qui menace la démocratie et, ce faisant, ébranlent les fondements mêmes de l'identité du pays. Elle concerne aussi l'économie américaine, à la fois extraordinairement dynamique et inventive mais en train de céder à la tentation du repli sur soi, quitte à soulever à travers la planète une vague protectionniste qui laisse augurer le retour des pires moments du XXe siècle. L'inquiétude concerne aussi l'ensemble de l'attitude internationale des Etats-Unis sur laquelle, après les échecs retentissants en Irak, en Afghanistan et ailleurs, menace de s'étendre cette même tentation du repli sur soi, qui pourrait bien mener à l'oubli de l'interdépendance et à la négation des solidarités au profit d'un retour à l'isolationnisme aggravé d'unilatéralisme.

**Sur chacun de ces trois sujets – la société, l'économie et la politique internationale – la 19e conférence du Futuroscope a donc concentré ses débats**. Y ont participé, sous la conduite de Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre et Président de la FPI, une pléiade de personnalités appartenant aussi bien au monde politique qu'au monde académique ou diplomatique, ou à celui de l'entreprise. La liste des intervenants et le programme de la journée figurent en annexe. Notons aussi que la conférence a été suivie par 1500 personnes dont 700 « en présentiel ».

***

*Les Etats-Unis sont-ils toujours un modèle sociétal ?*

**Les Etats-Unis, la société américaine, sont toujours un objet de quasi fascination**. Du haut de ses 28 000 milliards de dollars de richesses produites par an – plus du quart du PIB mondial –, de son budget militaire qui concentre, lui, plus du tiers des dépenses militaires mondiales (37%), de ses 403 lauréats du prix Nobel (près de la moitié des 954 décernés dans l'histoire), avec le dynamisme et la créativité de la Silicon Valley, avec le dollar, le Coca-Cola, les enseignes MacDonald, Hollywood, les 125 médailles aux Jeux Olympiques de Paris, etc., elle n'en finit pas, cette société américaine, de collectionner les performances et finalement, de monopoliser l'attention du monde.

Evidemment, il y a l'envers du décor. Loin du « modèle social européen », fondé sur la solidarité et soucieux de sécurité, le modèle américain est fondé sur la liberté et la responsabilité à haut risque : liberté d'expression largement entendue, liberté des armes à feu, liberté des licenciements, liberté des rémunérations, liberté de prononcer et d'exécuter la peine capitale… **D'où, à la fois une inépuisable capacité de rebond ainsi que la persistance voire l'accroissement des inégalités. Plus grave, la société américaine est désormais travaillée en profondeur par une sourde tension qui résulte de la réduction en son sein de la population « blanche »**. Elle constituait 80% de la population totale en 1950. Avec l'afflux des immigrants asiatiques et hispaniques, elle n'en représentera plus que 48% en 2050. C'est dans ce contexte que la mondialisation, à force de délocaliser les activités et les emplois, a fragilisé la situation des Américains ordinaires. L'angoisse du déclassement a nourri la montée du populisme, a exacerbé la violence dans le débat politique et répandu la défiance à l'égard des institutions et des élites. Elle a culminé avec l'incroyable assaut contre le Capitole du 6 janvier 2021, contre le symbole même de la plus ancienne démocratie du monde.

Le monde en a été effaré… et pourtant, **envers et contre tout, la société américaine ne cesse d'être un modèle toujours aussi attractif. En témoignent par exemple la très forte immigration** : en 2022, ce sont près de 46 millions d'Américains qui étaient nés à l'étranger, soit 13% de la population, et près de 2 millions d'étudiants internationaux qui fréquentaient les universités américaines, véritables aimants à talents. **En témoigne aussi la persistance du rêve américain** que continuent de faire vivre des destins fabuleux comme ceux de Satya Nadella, de Jensen Huang, d'Elon Musk, de Kamala Harris : tous nés de parents immigrés ou immigrés eux-mêmes, et aujourd'hui à la tête de Microsoft, de Nvidia, de SpaceX ou même vice-présidente des Etats-Unis et bientôt peut-être présidente. **En témoignent encore la réalité de l'état de droit et la solidité des institutions** qui ont su résister au traitement de choc que leur a fait subir Donald Trump. En définitive, si graves que soient les défauts de la société américaine, celle-ci est considéré comme le moins mauvais de tous les systèmes. Les migrants ne s'y trompent pas : autant ils ne se bousculent pas en Chine, autant ils affluent aux Etats-Unis ou en Europe, au point d'y poser des problèmes d'identité nationale, de susciter des réflexes défensifs et de nourrir la tentation du repli sur soi.

*Les Etats-Unis sont-ils encore un marché impératif ?*

**Sur le plan économique, le constat n'est pas très différent**. A la différence de la Chine ou de l'Inde, l'économie américaine, économie mature, n'est pas tirée par la soif de rattrapage et pourtant elle ne cesse d'étonner par sa puissance, sa capacité de rebond, sa créativité.

**Cet extraordinaire dynamisme tient à beaucoup de facteurs. D'abord, ce qui se passe en matière de technologie est particulièrement éclairant**. L'écosystème qui la soutient est extrêmement efficace, combinant université et laboratoires de recherche, mécénat, capital-risque et fonds de pension, à quoi s'ajoutent des institutions publiques comme la DARPA et la BARDA, ce qui lui permet de couvrir la totalité du spectre, de la recherche fondamentale à l'application, en passant par la fixation des orientations stratégiques. C'est ce genre de qualité qui rend le marché américain très attractif. **A cela s'ajoutent des rémunérations qui font rêver les talents du monde entier et surtout les chercheurs, et un coût de l'énergie entre trois à quatre fois inférieur à ce qu'il est en Europe**. Les programmes de très grande ampleur lancés par Joe Biden – les 735 milliards de dollars de l'*Inflation Reduction Act*, les 280 milliards du *Chip Act* ou les 2250 milliards budgétés pour rénover les infrastructures vieillissantes – ont déjà et vont encore avoir un impact massif sur l'attractivité des Etats-Unis.

Plus spécifiquement, le PIB par tête aux Etats-Unis étant deux fois plus élevé qu'en Europe, il s'ensuit que le marché américain, plus qu'aucun autre, est à l'affut de produits et de services à la pointe de l'excellence et devient de ce fait, tout naturellement, **le marché leader mondial, incontournable pour toute entreprise qui veut assurer le succès commercial d'un nouveau produit**. Inversement, dans les domaines plus traditionnels, telle innovation apparue sur le marché américain a vite fait de se répandre dans le reste du monde comme peuvent en témoigner Uber ou Amazon.

**Le marché américain reste donc un marché absolument impératif**. On le voit à tous les niveaux. C'est la première priorité des industriels français du luxe ou de l'agroalimentaire, les vins et spiritueux notamment. A l'autre extrémité, c'est aussi la destination préférée des VIE (Volontaires Internationaux en Entreprise) qui sont 1500 par an à vouloir exercer leur activité aux Etats-Unis : signe qui ne trompe pas de l'attractivité persistante du pays pour les générations montantes.

L'accès à ce marché n'est cependant pas affaire de tout repos. **Il y a d'abord, pour toute entreprise qui cherche à s'implanter sur le marché américain, toutes sortes de difficultés pratiques qu'on imagine mal**, en particulier un environnement réglementaire complexe, peu lisible et variable selon les Etats, voire selon les comtés ou les villes et, d'autre part, un coût du travail beaucoup plus élevé qu'il ne l'est de ce côté-ci de l'Atlantique. **Mais il y a aussi la montée du protectionnisme qui ne vise pas seulement la Chine mais s'est généralisé *erga omnes* depuis une huitaine d'années**. Les administrations Trump et Biden, toutes deux d'accord sur ce point, ont renversé la vapeur et remis en cause le libre-échange sur lequel avait été fondée la prospérité américaine après 1945. Le premier a interrompu la négociation de plusieurs projets d'accords de libre-échange et organisé la paralysie de l'OMC. Son successeur n'est pas revenu sur ces mesures et y a ajouté d'autres manières, plus subtiles, d'organiser la préférence nationale. C'est en particulier le cas de l'IRA qui réserve ses 735 milliards de dollars de subventions aux seules entreprises qui développent des activités éligibles sur le territoire américain. **De nombreuses entreprises européennes sont donc amenées à installer aux Etats-Unis des établissements répondant aux critères de la loi pour profiter de sa manne et, ainsi, ne pas être écarté du marché américain**.

*Les Etats-Unis donnent-ils toujours le « la » ?*

**En politique étrangère, les décideurs aux Etats-Unis sont partagés entre de multiples tendances qui reposent en fait sur trois lignes de clivage** : clivage entre idéalistes soucieux de défendre les grands principes de démocratie et de droits de l'Homme et les réalistes, concentrés sur la défense des intérêts nationaux, clivage entre ceux qui sont ouverts à l'idée d'intervenir militairement à l'extérieur et ceux qui restent fidèles à la tradition isolationniste et enfin, clivage entre ceux qui ne veulent intervenir que dans un cadre multilatéral ou avec des alliés et ceux qui préfèrent l'action solitaire, unilatérale. Selon les moments, telle ou telle tendance l'emporte et au bout du compte, ce qu'on appelle la politique étrangère américaine oscille constamment entre ces différents pôles.

**En ce moment, c'est la tendance au repli sur soi qui domine**. Déjà, Georges Bush (fils) avait commencé, par ses mensonges sur l'Irak, à entamer la crédibilité des Etats-Unis et à ébranler le multilatéralisme, c'est-à-dire à fragiliser un système que les Etats-Unis eux-mêmes avaient établi dans les années 1944-1945 et dont ils avaient largement bénéficié durant les décennies suivantes. Sur quoi, après les excès de l'hyperpuissance post-11 septembre 2001, c'est la crise des subprimes en 2008-2009 qui a beaucoup contribué à calmer les interventionnistes. Barack Obama, concentré sur sa stratégie du « pivot » vers l'Asie, a systématiquement sous-réagi lors des crises surgies ailleurs, que ce soit en Libye, en Syrie ou en Crimée. Après ses deux mandats et après celui de Donald Trump, avec la montée continue des émergents, l'activisme croissant de la Chine et les coups de boutoir de Vladimir Poutine sur le système multilatéral, **le leadership américain est aujourd'hui sérieusement affaibli**.

**Il est affaibli partout dans le monde sauf en Europe**. Là, l'agression russe contre l'Ukraine a précipité les Européens sous l'aile américaine et les a transformés en demandeurs d'un engagement accru. Mais partout ailleurs, au Moyen-Orient et en Afrique notamment, mais même en Amérique latine et bien entendu en Asie, **l'influence des Etats-Unis recule devant celle de la Chine**. On le voit en Ukraine où la mobilisation massive de tout l'Occident ne parvient pas à faire reculer Vladimir Poutine et où les sanctions contre la Russie sont contournées de tous côtés, y compris par l'Inde ou par la Turquie. On le voit au Moyen-Orient où c'est la Chine qui s'entremet entre l'Arabie Saoudite et l'Iran et où les Etats-Unis ne parviennent pas à se faire entendre de Benjamin Netanyahu, alors même qu'ils continuent de le soutenir et de l'armer. **Cette perte d'influence permet à la Chine et à la Russie de donner de la substance à leur interprétation du monde où l'Ouest**, hypocrite et fauteur de guerre, serait assiégé par le « Reste », fondamentalement épris de paix et de travailler de la sorte à constituer un front anti-occidental.

Il est vrai que ce « Reste » est extrêmement composite. Il rassemble de manière largement artificielle des pays qui n'ont guère à voir les uns avec les autres. Bon nombre d'entre eux sont d'ailleurs tout disposés à coopérer au cas par cas avec l'Occident. **Mais ce qu'ils ont en commun, c'est bien le refus, désormais de plus en plus affirmé, de se laisser enrôler et que l'Occident leur dicte leur conduite**. C'est cela qui fédère le « Reste » et ce sur quoi jouent la Chine et la Russie. De là à dire que la tension qui monte entre la Chine et les Etats-Unis pourrait déboucher sur un conflit armé, notamment à propos de Taïwan, c'est une autre affaire. La Chine n'est pas prête à faire la guerre. Elle préfère l'exercice de pressions continues, les manœuvres de contournement et l'occupation du terrain, à la manière des joueurs de go.

*Face aux Etats-Unis, que peut faire l'Europe ?*

**Il faut de toute urgence qu'elle se renforce. Elle a commencé à le faire en matière commerciale** où, depuis cinq ans, elle a fait d'immenses progrès pour se défendre contre la concurrence illégitime. Mais cela ne suffit pas. **Il faut qu'elle mette en place une véritable politique industrielle**, quitte à revoir ses propres règles de concurrence, trop exclusivement soucieuses de protéger le consommateur européen et insuffisamment attentive à la nécessité de doter l'Union de grands champions capables d'affronter les mastodontes américains et chinois. **Il faut également qu'elle travaille à constituer un grand marché financier unifié, donc profond et diversifié**, notamment en levant les freins au développement du capital-risque, indispensable au maintien des start-ups sur son sol. Et puis, en amont de la production, il faut encourager beaucoup plus énergiquement la recherche. En matière de technologie, il est navrant de constater à quel point le développement outre-Atlantique de l'intelligence artificielle (IA) ou des technologies médicales doit tant à des chercheurs français, formés en France, qui ont dû s'expatrier et dont les travaux, de ce fait, n'ont produit aucune valeur ajoutée chez nous. Des solutions existent, tant en Europe qu'en France. Il est urgent de les étudier en détail de façon à les mettre en œuvre sans tarder.

**Il faut aussi que l'Europe se renforce sur le plan politique et militaire**. Grâce à Vladimir Poutine, les Européens ont non seulement redonné vie à l'OTAN, naguère encore jugée moribonde, mais ils ont aussi relancé et fait avancer à grands pas le débat sur la souveraineté européenne. Aujourd'hui, maintenant que la guerre a fait son retour sur notre continent, les Européens ont pris conscience des lacunes béantes de leur appareil militaire, affaibli à l'extrême par trente ans d'insouciance au nom des « dividendes de la paix ». Ils sont également conscients que les Etats-Unis, qui font l'essentiel de l'effort militaire à l'appui de l'Ukraine, pourraient un jour faire défaut d'une manière ou d'une autre. Inutile d'invoquer la possible élection de Donald Trump ou l'hypothèse d'une tension accrue avec la Chine. Il suffit de se souvenir du débat qui s'est ouvert au Congrès à l'été 2023 et qui a entrainé la suspension des livraisons d'armes à l'Ukraine pendant plusieurs mois, permettant à la Russie de gagner du terrain supplémentaire. **Pour parer à toute éventualité de ce genre, il est indispensable que les Européens se mettent en état d'assumer leur responsabilité, de faire tout le possible pour être capable un jour de prendre le relai**.

Les Européens, alliés des Etats-Unis, ont néanmoins leurs intérêts propres, souvent compatibles avec ceux des Etats-Unis mais parfois distincts, voire opposés tant il est vrai que Washington ne s'embarrasse pas de scrupules quand il s'agit de faire prévaloir son point de vue comme en témoigne, par exemple, la prolifération des législations extraterritoriales. Ils doivent se garder de s'aligner, de se laisser enrôler dans des causes qui ne sont pas les leurs, par exemple sur l'Iran ou sur la Chine. Il y va aussi de l'image que l'Europe projette à l'extérieur de ses frontières. **Elle est trop souvent réduite à son appartenance au « camp occidental », ce qui est une réalité mais n'est qu'une partie de la réalité**. Lors de la grande confrontation qui a opposé la France aux Etats-Unis lors de la seconde guerre d'Irak, une bonne partie des Etats représentés aux Nations Unies ont exhorté la France à « tenir bon » et le monde lui a été reconnaissant de sa fermeté. Car le monde a besoin du pluralisme des points de vue. Que l'Europe se renforce est donc aussi une manière de se donner les moyens de cultiver sa différence face aux Etats-Unis et de faire ressortir sa visibilité propre.

***

Dans moins de deux mois, les électeurs américains vont donc désigner celui ou celle qui va présider aux destinées de la première puissance mondiale. Selon que la palme revient à l'un ou à l'autre, **il y a certes beaucoup d'éléments parmi ceux que nous avons passé en revue qui ne changeront guère**. C'est évidemment le cas de la société et de la mentalité américaines – le fameux exceptionnalisme en particulier – ou de la résilience des institutions mais c'est le cas aussi de la priorité des priorités donnée en politique étrangère à la question de la Chine (précisément sans doute parce que sa montée menace l'exceptionnalisme), ainsi, probablement, que de l'alliance entre les Etats-Unis et Israël, deux sujets largement transpartisans. Mais pour tout le reste, les différences vont être très marquées, ne serait-ce que parce que l'opinion est très fortement polarisée.

**D'une manière très générale, la façon dont les deux champions conçoivent la position et le rôle de l'Amérique dans le monde diffère radicalement**. Même si on ne connaît pas en détail les intentions de Kamala Harris, on peut supposer qu'elle poursuivra dans l'orientation qui a été celle de Joe Biden, une orientation morale plutôt interventionniste, même si son mentor sur ces sujets, Phil Gordon, prêche plutôt la prudence, et en tout cas une orientation favorable à la solidarité avec les alliés. S'agissant de Donald Trump, on connaît beaucoup mieux sa conception de la politique internationale : une approche froidement transactionnelle, étrangère à toute considération morale, indifférente voire contraire aux alliances, quasiment hobbesienne, qui conçoit le monde non pas comme une communauté mais bien comme « une arène » où les différents acteurs cherchent à se disputer individuellement l'avantage maximal et où les Etats-Unis, l'acteur le mieux équipé de tous, est parfaitement à l'aise pour y évoluer avec profit s'il sait se débarrasser de ses impédimenta moraux. Tout cela donne des conséquences très contrastées, notamment sur les sujets qui intéressent de près les Européens. Avec Donald Trump, il faut sans doute s'attendre à un protectionnisme débridé, à un abandon de la cause ukrainienne et à une hostilité à peine voilée à l'égard de l'Union européenne, voire de l'OTAN.

Evidemment, **on peut se dire qu'à quelque chose, malheur est bon, qu'une victoire de Donald Trump va enfin obliger Européens à se prendre en main et réaliser ce pourquoi la France plaide depuis tant d'années et même de décennies**, qu'elle aura en tout cas ce côté positif. Plusieurs des orateurs du Forum du Futuroscope n'ont pas manqué de faire cette observation. Il faut néanmoins compter avec deux considérations.

D'abord, face à ce qui pourrait en effet passer pour un éventuel avantage, il y a aussi les inconvénients. La fragilisation des alliances en est un, même si le lobby militaro-industriel américain se mobilisera sans doute pour freiner le mouvement et peut-être même le bloquer. Un autre en est le changement d'orientation dans la lutte contre le dérèglement climatique aux Etats-Unis et sans doute ailleurs dans le monde vu l'effet d'entrainement que ce pays y exerce. Et puis, il y a surtout l'influence délétère qu'une réélection de Donald Trump ne manquera pas de produire sur « l'esprit du temps ». Tous les régimes populistes, tous les partis populistes à travers le monde, vont y trouver un encouragement. La brutalité, l'égoïsme, l'indifférence aux autres que l'on sent monter partout risque fort de gagner encore du terrain. Dans la balance, ces inconvénients pèsent lourd. La seconde considération découle de la précédente. Les partis extrémistes européens sont déjà nombreux à se presser aux portes du pouvoir. Avec Donald Trump à la Maison Blanche, ils vont recevoir un nouveau « coup de *boost* ». Applaudis par les trumpistes comme Victor Orban l'est déjà actuellement, ils seront naturellement portés, comme lui, à pousser au rapprochement avec les Etats-Unis et à l'apaisement à l'égard de la Russie. **Dans ces conditions, compter que la réélection de l'ancien président mettra les Européens face à leurs responsabilités et les forcera à se mobiliser pour promouvoir la souveraineté européenne, relève de l'hypothèse mais nullement de la certitude**.

Quel est l'intérêt des Européens dans cette élection ? C'est donc, beaucoup plus sûrement, la victoire de Kamala Harris. Ce ne sera pas le complet bonheur mais ce sera sans doute la fin du trumpisme, tant il est vrai que ce phénomène doit trop à la personnalité hors du commun du personnage pour que ses partisans puissent lui trouver de sitôt un avatar de la même trempe. Il faut espérer que la victoire sera suffisamment franche pour que les résultats ne soient pas contestés.

**Philippe COSTE**

Ancien Ambassadeur

## ANNEXE – PROGRAMME DU 19e FORUM DU FUTUROSCOPE

**9h00 – 9h30** Accueil, cafés et dédicaces des ouvrages des intervenants

**9h30 – 10h00** **Mots de bienvenue**

- Alain PICHON, Président du Conseil Départemental de la Vienne
- Jean-Pierre RAFFARIN, Ancien Premier ministre, Membre honoraire du Parlement, Président de la Fondation Prospective & Innovation

**10h00 – 10h15** **Grand Angle par Eric CHOL, Directeur de la rédaction de L'Express**

**10h15 – 11h15** **Table-ronde 1 : États-Unis & Démocratie : les États-Unis sont-ils toujours un modèle sociétal ?**

Les Etats-Unis représentent-ils encore aujourd'hui « le » modèle de démocratie ? Les inégalités persistent, mettant à mal les valeurs de l'American Dream. Discours incendiaires, polarisations à l'extrême, crise du Capitole : les institutions américaines ont été mises à mal ces dernières années. Le pouvoir d'attractivité de cette démocratie en a-t-il pour autant été réduit ? Entre populisme et pluralisme, quelle est la véritable voix de l'Amérique avec quel projet de société ? Autant de questions auxquelles les intervenants de cette première table-ronde tenteront de répondre en dessinant ce que pourrait être le projet sociétal des Etats-Unis des prochaines années. Ces réflexions s'inscrivent dans le prolongement des travaux de la Fondation Prospective & Innovation sur les démocraties dans le monde.

- Jean-Claude BEAUJOUR, Avocat chez Harlay Avocats, Président du Forum transatlantique
- Michel BERNARDAUD, Président Directeur général de Bernardaud
- Françoise COSTE, Professeure d'études américaines à l'Université Toulouse-Jean Jaurès
- Guillaume DEBRÉ, Directeur-adjoint de la rédaction de TF1, ancien correspondant pour CNN

**11h15 – 12h30** **Table-ronde 2 : États-Unis & Économie : les États-Unis sont-ils toujours un marché impératif ?**

**11h15 – 11h25** **Allocution de Philippe AGHION, Professeur au Collège de France, à l'INSEAD et à la London School of Economics (LSE)**

1ère puissance économique, 1er importateur mondial, le marché américain de 335 millions d'habitants avec un PIB/habitant de 70 000 $ est-il toujours impératif pour toute entreprise qui se veut internationale ? Berceau de la Silicon Valley, terre d'innovations, les Etats-Unis sont-ils toujours l'eldorado des entrepreneurs ? Comment pénétrer le marché américain face aux exigences d'accès, et à la mise en place de mesures protectionnistes telles que les politiques « America first », l'IRA, le Cloud Act, le CHIPS Act, l'extraterritorialité du dollar, etc.

- Philippe CAMUS, Senior Advisor Evercore (New York), Ancien Directeur Général EADS (Airbus), Ancien Directeur Général du groupe Lagardère
- Jérémie GALLON, Directeur général pour l'Europe du cabinet McLarty Associates, chercheur associé à l'Atlantic Council
- Laurent MOGNO, Président d'ECT
- Laurent SAINT-MARTIN, Directeur général de Business France

**12h30 – 12h45** **Allocution de Jean-François COPÉ, ancien Ministre, Maire de Meaux, Président délégué de la Fondation Prospective & Innovation**

**14h45 – 16h15** **Table-ronde 3 : États-Unis & Gouvernance mondiale : Les États-Unis donnent-ils toujours le « la » ?**

**14h45 – 15h00** **Allocution de Jean CHAREST, Ancien Premier ministre du Québec**

L'influence des États-Unis dans le monde reste indéniable, même si de plus en plus d'acteurs – BRICS, pays du « Sud global » – remettent en question leur suprématie contestée. Face aux conflits actuels, aux défis liés au bouleversement climatique, aux enjeux technologiques, quelle vision du monde portent aujourd'hui les Etats-Unis ? Souhaitent-ils aller vers un isolationnisme plus affirmé ? Dans quelles régions la première puissance économique est-elle prête à investir et s'engager ? Toutes ces questions seront débattues par un panel d'experts en stratégie et relations internationales.

- Hafsat ABIOLA, Présidente de Women in Africa
- Pascal BONIFACE, Directeur de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)
- Laurence NARDON (Dr.), Responsable du programme Amériques à l'IFRI
- Général Dominique TRINQUAND, Expert de relations internationales

**16h15 – 16h30** **Synthèse des réflexions par Béatrice MATHIEU, Rédactrice en chef de L'Express et Hamdam MOSTAFAVI, Directrice adjointe de la rédaction de L'Express**

**16h30 – 17h00** **Clôture du Forum du Futuroscope**

- André CHIENG, Président de l'Asiatique Européenne de Commerce (AEC) et Vice-Président du Comité France-Chine
- Jean-Pierre RAFFARIN, Ancien Premier ministre, Membre honoraire du Parlement, Président de la Fondation Prospective & Innovation